CLIO DANS LE CURRICULUM : ENFIN CONFIRMÉE

PENNEY CLARK est professeur à la faculté d'éducation à University of British Columbia et Directrice du The History Education Network/Histoire et éducation en réseau (THEN/HiER). Elle a récemment publié la collection éditée, *New Possibilities for the Past: Shaping History Education in Canada* (UBC Press, 2011).

RÉSUMÉ

Ce texte trace les changements d'orientation de l'enseignement de l'histoire au Canada depuis les 40 dernières années, c'est-à-dire de 1973 à 2013. On y examine les influences culturelles, les critiques prééminentes et les différentes réponses élaborées au fil des ans. On y inclut aussi une discussion des initiatives actuelles ayant pour but de transformer l'enseignement de l'histoire.

Puisque cet article passe en revue le programme d'enseignement de l'histoire qui a été offert au Canada au courant des 40 dernières années, j'ai cru que cela serait approprié de choisir un titre qui ferait écho à un article que j'ai écrit dans le passé qui poursuivait un objectif similaire. J'ai nommé cet article, qui fut publié dans la revue *Canadian Social Studies*, « Clio in the Curriculum: The Jury is Out »[1] (Clio et l'enseignement : Le jurée délibère encore). Ce titre faisait référence à un commentaire qui a été fait par David Pratt, conseiller en élaboration de programme scolaire, en 1983 : « L'histoire enseignée sur les bancs d'école est au banc des accusés et le juge doit décider si celle-ci mérite d'être exécutée ou si elle est digne d'être réhabilitée »[2]. Dans le texte qui suit, je soutiens que la place de l'histoire dans le cursus scolaire, après avoir passé à travers des moments difficiles, reprend maintenant de l'importance.[3]

UN APERÇU DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EN 1973

L'Association d'études canadiennes a été fondée à un moment où le nationalisme connaissait une poussée de popularité accompagnée d'un souci dirigé face à l'omniprésence de la culture américaine. À ce moment, les Canadiens se prélassaient encore dans l'euphorie qu'ils avaient connue durant la fin des années 1960. En 1967, une vague de fierté nationale a déferlée sur la population canadienne alors que ceux-ci célébraient leur centième anniversaire et qu'ils accueillaient le monde entier pendant l'Expo '67 à Montréal. En 1968, ils ont élu un premier ministre charismatique qui, du moins pour un moment, a été un changement rafraichissant en comparaison avec ses prédécesseurs plutôt sans éclats. Alors que ces évènements ont donné un nouveau souffle à la confiance en soi des Canadiens, les évènements de la Crise d'octobre de 1970 au Québec les ont convaincus que des efforts devraient être déployés afin de venir à la rescousse du pays.

Les préoccupations concernant l'influence de la culture américaine touchaient également à l'éducation et un regard particulièrement dur a été jeté sur les programmes d'enseignement de l'histoire et les manuels scolaires. Les membres du public ainsi que les enseignants s'attendaient à ce que les manuels scolaires, et plus particulièrement les manuels d'histoire, soit rédigés avec une perspective canadienne en tête. Pendant des années, les succursales des maisons d'édition américaines, situées à Toronto, avaient usé d'une stratégie de « canadianisation » des manuels scolaires. Il s'agissait là de procéder à certaines altérations peu couteuses comme de modifier certaines orthographes, de changer les drapeaux américains pour des drapeaux canadiens et d'introduire des sites canadiens dans les manuels. La Commission royale ontarienne sur l'industrie de l'édition a publié un rapport en 1973 et a conclu que des manuels scolaires canadiens devraient être publiés pour les élèves canadiens.[4]

Les responsables des politiques éducatives s'étaient engagés à réagir face aux résultats de la dernière vague d'études faites à propos du contenu des manuels scolaires provinciaux officiels.[5] Ces recherches, qui ont débuté vers la fin des années 1960, ont été largement financées par les commissions provinciales des droits de la personne, des ministères de l'Éducation et des associations autochtones, ainsi que deux commissions royales fédérales. Une recherche menée en 1970 et subventionnée par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme est venue à la conclusion que les textes [d'histoire] écrit après 1960 « ne semblent même pas faire référence au même pays ! Les auteurs anglophones font de leur mieux pour offrir une histoire générale du Canada alors que les auteurs francophones… ne parlent guère d'autre chose que de l'histoire du Québec et de son développement/expansion à l'extérieur de ses frontières ».[6] La Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada de 1970 a passé en revue les manuels de lecture de niveau primaire, les manuels de sciences sociales, de mathématiques et les guides d'enseignement, et a conclu que : « L'analyse de la représentation des rôles sexuels…nous démontre clairement que le potentiel créatif et intellectuel de la femme est soit minimisé ou n'est pas du tout pris en compte dans l'éducation des enfants depuis leur plus jeune âge. »[7]

Il y a eu plusieurs commissions d'enquête royales sur l'éducation à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Les deux commissions les plus marquantes ont été le rapport Denis-Hall mené en Ontario en 1968 et le rapport Worth de 1972 mené en Alberta ; tous deux ont établi que des changements allant dans une direction néo-progressiste s'imposaient. Le résultat : l'accent qui a auparavant été mis sur l'histoire s'est réorienté vers des problématiques plus contemporaines. La *Canadian Critical Issues Series* (également connue sous le nom de *Public Issues Program*), qui a été majoritairement présente en Ontario, mais qui avait également connu une certaine présence ailleurs, a publié des manuels d'enseignement de niveau secondaire entre 1972 et 1981.[8] Son objectif était de : « permettre aux étudiants d'acquérir une meilleure compréhension de la société dans laquelle ils vivent en les incitant à participer à des discussions engagées à propos de ses conflits sociaux majeurs [et] de permettre aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires afin qu'ils puissent analyser, discuter et trouver des solutions à de tels conflits et enjeux. »[9] *Native Survival*, *On Strike* et *The Right to Live and Die* ont été trois publications dans cette série.[10] Certaines autres publications ont été rédigées sur le rôle des femmes dans la société canadienne, sur les questions relatives à la propriété étrangère et à propos des défis liés à la diversité culturelle.

La création de la Fondation d'études du Canada en 1970 a été une conséquence logique du rapport du Projet d'histoire nationale qui a enquêté sur la qualité de l'enseignement de l'histoire et des cours d'éducation civique par l'analyse de 850 salles de classe dans 247 écoles à travers 20 villes du pays. Les résultats de cette étude dirigée par A.B. Hodgetts, enseignant et auteur de manuels scolaires, ont été publiés dans *What Culture? What Heritage?* (1968). L'étude a conclu que « nous enseignons une version homogène et irréaliste de notre passé : une histoire chronologique ennuyeuse de progrès politique et économique ininterrompus racontés sans la controverse qui est inhérente à l'histoire. »[11] Hoggetts a demandé qu'un consortium national pour les études canadiennes soit créé et que celui-ci soit interprovincial et libre de toute ingérence politique. Jusqu'à sa fin en 1986, la Fondation a produit du matériel d'enseignement qui a été élaboré par les enseignants pour les enseignants. L'ironie du sort est que, tout comme le *Public Issues Program*, ce matériel d'enseignement négligeait l'histoire au profit d'enjeux contemporains.

DES INQUIÉTUDES GRANDISSANTES

De plus en plus d'inquiétudes se développaient par rapport à l'enseignement de l'histoire canadienne durant les années 1980 et 1990.[12] Nous avons été témoins, durant ces décennies, d'un éloignement soutenu des cours centrés sur le contenu historique et d'un mouvement de plus en plus accru vers la pensée critique et le développement de compétences nécessaires à la pensée critique.[13] Ce mouvement a été reçu avec une opposition considérable de la part d'historiens, de chercheurs en histoire et de certains enseignants.[14] Dans mon article de 1998, « Clio in the Curriculum : The Jury is Out », j'avais fait la remarque que « j'écris cet article en plein milieu d'un climat de profondes préoccupations face au destin de l'enseignement de l'histoire à l'école ».[15] Dans un numéro antérieur, Ken Osborne, historien et enseignant d'histoire, se lamentait que, au Manitoba, « les sciences sociales, l'histoire, la géographie, les arts et les sciences humaines en général sont négligés ou dévalorisés ».[16] Il conclut en affirmant que ceci n'était « ni une aberration ni un accident. Ceci fait partie d'un mouvement plus vaste qui vise à mettre de côté l'idée même de la citoyenneté démocratique ».[17]

En 1997, l'Institut du Dominion, une organisation qui a pour mandat la promotion de l'histoire et des objectifs lié à la citoyenneté, a été mis sur pied. Dès sa création, l'Institut commença à administrer des tests sur l'histoire à de jeunes Canadiens et à publier leurs résultats. Ces résultats ont attiré l'attention des médias et ont haussé les inquiétudes du public face à un enseignement historique jugé insatisfaisant.

En 1998, lorsque J.L. Granatstein, un historien de l'Université York, a publié son petit volume au titre provocateur qui suscita la controverse, *Who Killed Canadian History?*, il a capturé l'attention des Canadiens puisque plusieurs étaient déjà très préoccupés par l'idée que les jeunes n'apprenaient pas assez sur leur pays pour que leur sentiment d'allégeance envers celui-ci se développe. Granatstein a déclaré que l'histoire canadienne était morte et il a nommé plusieurs assassins responsables de sa disparition. Parmi les coupables, il a désigné les historiens universitaires qui, selon lui, entretenaient une fixation sur des questions très spécifiques et avaient perdu de vue la situation globale, les groupes d'intérêts qui ont usé de leur influence pour s'intégrer dans le cursus scolaire, et les ministères de l'éducation provinciaux qui avaient implantés des cours interdisciplinaires sous la forme de sciences sociales. Le peu d'histoire qui était enseigné à l'école était « l'histoire de ceux qui se sentent lésés parmi nous ».[18]

UNE NOUVELLE TRAJECTOIRE ET UN RENOUVEAU DANS LE SOUTIEN POUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

Alors que ceci se produisait, certains autres développements avaient déjà commencé à outrepasser les tendances identifiées par Granatstein. Deux publications novatrices étaient apparues en 1996. Le rapport Lacoursière,[19] qui exposait les résultats d'un groupe de travail qui a examiné l'enseignement de l'histoire au Québec, a mené à l'élaboration d'un nouveau programme d'enseignement de l'histoire qui mise sur approche innovatrice axée sur le questionnement.[20] Le second évènement est la publication de « Conceptualizing Growth in Historical Understanding », un chapitre écrit par Peter Seixas de University of British Colombia et paru dans *The Handbook of Education and Human Development*.[21] Dans ce chapitre, Seixas a établit un cadre de travail pour l'enseignement de l'histoire basé sur six concepts de la pensée historique : la signification, l'épistémologie et les preuves, la continuité et le changement, le progrès et le déclin, l'empathie (la prise de position) et le jugement moral, et l'agentivité (« agency »).

La conférence s'intitulant « Giving the Past a Future » (Donner un avenir au passé) qui a eu lieu en 1999 a été un autre moment marquant. Cette conférence, qui a été parrainée par l'Institut pour l'étude du Canada de McGill, a été significative de trois façons. Premièrement, elle a permis aux principales parties oeuvrant dans le domaine de l'histoire, y compris les historiens, les chercheurs dans le domaine de l'enseignement de l'histoire, les spécialistes des musées, les enseignants et des représentants d'organisations tels que l'Office national du film du Canada, les Anciens combattants et la Société d'histoire nationale du Canada, qui publiait la revue *The Beaver* (maintenant connue sous le nom de *Canada's History*), de se rassembler. Deuxièmement, cet évènement a permis qu'une discussion autour des normes nationales en histoire se produise. Troisièmement, c'est lors de cet évènement que l'homme d'affaires Red Wilson a annoncé qu'il allait contribuer 500 000$ de ses fonds personnels afin de mettre sur pied Historica. Jusqu'au

moment de sa fusion avec l'Institut du Dominion en 2009, cette organisation finançait des stages d'été pour les enseignants du secondaire et des Fêtes du patrimoine pour les élèves de la fin du primaire et des écoles intermédiaires ; cet organisme est également responsable de la création de l'*Encyclopédie canadienne* en ligne. L'organisation a également mis sur pied les *Minutes du patrimoine de Historica*, qui ont été inspiré par les populaires *Minutes du patrimoine* de la Fondation de la famille Bronfmann, et des plans de cours pour les accompagner.

Cette conférence a été suivie, deux années plus tard, par la création du Centre pour l'étude de la conscience historique (Center for the Study of Historical Consciousness) par l'enseignant et historien Peter Seixas de University of British Columbia et puis, en 2006, par la création du Projet de la pensée historique.[22] Le cadre conceptuel sur lequel se base le Projet de la pensée historique commence à faire son apparition dans les programmes d'enseignement provinciaux et les manuels scolaires dédiés aux étudiants, ainsi que dans manuels scolaires utilisés dans les programmes de formation à l'enseignement.[23] Deux autres groupes de recherche prospérant dans ce domaine sont entrain de considérer les nouvelles possibilités d'intégrer la technologie dans l'enseignement de l'histoire : l'*Historien virtuel*, sous la direction de Stéphane Lévesque de l'Université d'Ottawa et le projet *Simulating History* dirigé par Kevin Kee de l'Université Brock.[24]

Il y a eu un foisonnement d'organismes dans le secteur public qui ont pour mandat d'enrichir l'enseignement de l'histoire dans les écoles. L'Association d'études canadiennes en est un exemple. L'AEC organise une conférence sur l'enseignement de l'histoire à chaque année et celles-ci sont souvent organisées en collaboration avec des associations d'enseignants provinciales. La Société canadienne d'histoire, établie en 1993, récompense chaque année des enseignants exemplaires et rend les outils pédagogiques utilisés par ceux-ci accessibles à d'autres enseignants. La Fondation Historica du Canada et l'Institut du Dominion ont fusionné en 2009. Cette nouvelle entité offre une variété de programmes éducatifs populaires, notamment Rencontres du Canada, un programme qui, à chaque semaine, offre à une centaine d'étudiants la possibilité de visiter Ottawa et de prendre part à des activités liés à l'histoire et à l'identité canadienne. Malheureusement, Historica n'offre plus les Fêtes du patrimoine, mais d'autres organismes lui ont emboité le pas et ces évènements ont été maintenus dans d'autres provinces. La série documentaire *Le Canada : Une histoire populaire*, une série de 17 épisodes (32 heures) produite par la CBC et Radio-Canada, raconte l'histoire du Canada à partir de la préhistoire jusqu'à 1990 ; celle-ci a largement été utilisée dans les écoles.

Le dernier évènement sur lequel je veux élaborer est la création de The History Education Network/ Histoire et éducation en réseau (THEN/HiER), sous la direction de Penney Clark.[25] Cet effort pancanadien existe depuis 2005 et a connu un élan majeur en 2008 lorsque le Conseil des sciences humaines du Canada lui a accordé une subvention généreuse. Ce réseau a pour mission d'offrir des opportunités aux enseignants en histoire et sciences sociales, aux chercheurs en histoire et en enseignement de l'histoire, aux historiens publics, y compris ceux qui travaillent dans les musées, les archives et sur les sites historiques, aux responsables provinciaux du développement de programmes d'études, aux auteurs de manuels scolaires, aux éditeurs et aux citoyens, de collaborer afin de promouvoir un enseignement fondé sur la recherche et de favoriser des pratiques ancrées sur la pédagogie sur les divers sites historiques. Ce réseau a entamé un projet ambitieux de publication de matériel savant. Le premier volume, *New Possibilities for the Past: Shaping History Education in Canada* (UBC Press, 2011), examine l'état actuel de la recherche sur l'enseignement de l'histoire et discute des manières dont l'histoire est enseignée à tous les niveaux scolaire. Ce livre examine également les perspectives des peuples autochtones sur l'enseignement de l'histoire, l'influence de l'identité ethnique des étudiants sur la façon dont ils interagissent avec l'histoire, la relation entre l'enseignement historique et l'éducation à la citoyenneté et l'état des nouveaux programmes scolaire en histoire et en éduction à la citoyenneté au Québec. Les contributeurs posent également un regard sur la façon dont l'histoire est représentée dans les musées, dans les contextes virtuels et au cœur des institutions publiques. Les cinq autres livres dans la série d'ouvrage de THEN/HIER vont examiner l'utilisation de la technologie en enseignement de l'histoire, la préparation et le développement professionnel des enseignants d'histoire, le rôle des musées en tant que sites dédiés à la conscience historique, l'évaluation de la réflexion historique des étudiants et la relation entre l'enseignement de l'histoire et les arts.

UN APERÇU DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EN 2013

L'enseignement de l'histoire au Canada, qui avait semblé être sur le point de disparaître du cursus scolaire en 1973, suscite maintenant un regain d'intérêt. On pourrait même dire que l'intérêt envers celui-ci est de l'ordre de la résurrection. Je vais identifier les principales façons dont l'enseignement de l'histoire est différent en 2013. Premièrement, nous possédons maintenant un cadre conceptuel cohérent qui devient de plus en plus utilisé par les responsables provinciaux en charge du développement de programmes d'étude, par les éditeurs de manuels scolaires et par les chercheurs. Le projet Histoire et éducation en réseau et le Projet de la pensée critique se dédient à essayer de comprendre de quelle manière les jeunes apprennent l'histoire et de quelle façon évaluer leurs progrès, mais ces projets tentent également de comprendre de quelle façon ces nouvelles données de recherches que nous possédons peuvent être intégrées dans le programme scolaire et ainsi influencer la façon dont l'histoire est enseignée et les méthodes utilisées dans ce processus. Ces initiatives pancanadiennes diffusent leurs résultats de recherche, offrent des opportunités de collaboration pour les chercheurs et les professionnels (sur des projets tels que des sites Web, des ateliers, des séminaires, des congrès) et mettent au point du matériel d'enseignement ainsi que des publications de nature savante. Quatrièmement, les historiens sont maintenant impliqués dans l'enseignement de l'histoire de la maternelle à la fin du secondaire. Jocelyn Létourneau de l'Université Laval, John Lutz de l'Université Victoria, Kevin Kee de l'Université Brock et Margaret Conrad, qui a maintenant pris sa retraite de l'Université du Nouveau-Brunswick, sont des exemples d'historiens qui travaillent sans arrêt à ce que l'histoire soit enseignée à tous les niveaux scolaires. Cinquièmement, une majorité d'organismes voués à l'histoire publique s'intéressent également au domaine de l'éducation. Il est extraordinaire de constater la multitude d'efforts, d'individus et d'évènements qui se rejoignent autour de l'entreprise de relance de l'histoire. Il semblerait que l'ère de l'enseignement historique soit désormais arrivée.

NOTES

1 Penney Clark, "Clio in the Curriculum: The Jury is Out," *Canadian Social Studies* 32(2) (Hiver 1998): 45-48, 60.

2 David Pratt, "History in Schools: Reflections on Curriculum Priorities." Présentation au congrès annuel de la Société historique du Canada, 1983.

3 Je note que le Canada n'a jamais eu de programme d'histoire nationale. L'éducation est de compétence provinciale et territoriale, une responsabilité qui a été jalousement gardée depuis la Loi constitutionnelle de 1867. Néanmoins, il est possible de faire des généralisations au sujet du programme d'histoire au Canada, tout en reconnaissant les exceptions. Il y a eu de temps à autres des demandes pour un programme d'histoire nationale.

4 Ontario Royal Commission on Book Publishing, *Canadian Publishers and Canadian Publishing* (Toronto: Queen's Printer for Ontario, 1973).

5 Pour une discussion des controverses au sujet des manuels scolaires au Canada, voir Penney Clark, "'The Most Fundamental of All Learning Tools': An Historical Investigation of Textbook Controversies in English Canada," dans *Auf der Suche nach der wahren Art von Textbüchern*, éd. Angelo van Gorp et Marc Depaepe (Bad Heilbrunn, Germany: Klinkhardt, 2009): 123-42.

6 Marcel Trudel et Genevieve Jain, *Canadian History Textbooks: A Comparative Study*, Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, Staff Study No. 5 (Ottawa: Queen's Printer, 1970): 124.

7 Canada, *Report of the Royal Commission on the Status of Women in Canada* (Ottawa: Information Canada, 1970): 175.

8 John Eisenberg et Malcolm Levin, éds., *Canadian Critical Issues Series* (Toronto: OISE, 1972-1981).

9 Paula Bourne et John Eisenberg, "The Canadian Public Issues Program: Learning to Deal with Social Controversy," *Orbit* 6 (Décembre 1975): 16-18.

10 John Eisenberg et Harold Troper, *Native Survival* (Toronto: OISE, 1973) ; Christine Sylvester et Marion Harris, *On Strike!* (Toronto: OISE, 1973) ; John Eisenberg et Paula Bourne, *The Right to Live and Die* (Toronto: OISE, 1973).

11 A.B. Hodgetts, *What Culture? What Heritage? A Study of Civic Education in Canada* (Toronto: OISE, 1968): 24.

12 L'offre de programmes d'études varie d'une province à l'autre. L'Ontario et le Québec ont des programmes d'histoire. D'autres provinces et territoires ont tendance à offrir des études sociales, avec des cours supplémentaires en sciences sociales, en histoire, en géographie et en études canadiennes. Les études sociales sont regroupées sous un sujet interdisciplinaire qui comprend l'histoire, la géographie et l'éducation civique, et dans une moindre mesure, d'autres sciences sociales. En Colombie-Britannique, par exemple, il y a un programme d'études sociales obligatoires à partir de la maternelle jusqu'à la onzième année, suivi par des cours facultatifs d'histoire et de géographie en douzième année. Cliquez sur www.thenhier.ca/en/content/curriculum-documents pour des documents de programmes d'histoire provinciaux et territoriaux.

[13] Council of Ministers of Education, Canada, *Social Studies: Survey of Provincial Curricula at the Elementary and Secondary Levels* (Toronto: Author, 1982).

[14] Voir Bob Davis, *Whatever Happened to High School History: Burying the Political Memory of Youth, Ontario: 1945-1995* (Toronto: James Lorimer, 1995) ; et Davis, *Skills Mania: Snake Oil in Our Schools* (Toronto: Between the Lines, 2000).

[15] "Clio": 45.

[16] Ken Osborne, "The Changing Status of Canadian History in Manitoba," *Canadian Social Studies* 31(1) (Automne 1996): 28.

[17] *Ibid.*: 30.

[18] J.L. Granatstein, *Who Killed Canadian History?* (Toronto: HarperCollins, 1998).

[19] *Learning from the Past: Report of the Task Force on the Teaching of History* (Québec: Ministry of Education, 1996).

[20] Voir Jean François Cardin, "Pour un enseignement intellectuellement 'riche' de l'histoire ; un discours de longue date," *Diversité canadienne* 7(1) (Hiver 2009): 31-36. Voir Christian Laville et Michelle Dagenais, "Le naufrage du projet de programme d'histoire 'nationale': retour sur une occasion manquée," *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 60(4) (2007): 517-550 pour une discussion de l'impact de la réforme sur les nationalistes québécois et le récit traditionnel de 'la survivance' au Québec.

[21] Peter Seixas, "Conceptualizing the Growth of Historical Understanding," dans *Handbook of Education and Human Development: New Models of Learning, Teaching, and Schooling*, éd. David Olson et Nancy Torrance, 765-83 (Oxford: Blackwell, 1996).

[22] L'initiative s'intitulait initialement Benchmarks of Historical Thinking Project jusqu'en 2011.

[23] Le cadre a été modifié en 2006 pour inclure: signification, évidence, continuité et changement, cause et conséquence, perspectives historiques, dimension éthique. À ce jour, des aspects de la pensée historique ont été incorporés dans les programmes provinciaux: Manitoba, 11e année, Histoire canadienne ; Nouvelle Écosse, 6e année, Histoire du monde ; Territoires du Nord-Ouest, 5e année, Histoire canadienne ; Nouveau Brunswick, 11e année, Histoire moderne ; et Ontario, 1-8e années, Histoire, Géographie et Études sociales ; et Ontario, 9-12e années, Études canadiennes et du monde ; et Études sur Terre-Neuve et le Labrador. Un large éventail de manuels scolaires et autres ressources d'enseignement ont aussi incorporé les concepts et le discours de la pensée historique. Voir Peter Seixas et Jill Colyer, *Assessment of Historical Thinking: A Report on the National Meeting of The Historical Thinking Project*, January 18-20, 2012, Février 2012: 6. On peut aussi les trouver dans les manuels de formation des enseignants, Roland Case et Penney Clark, éds., *The Anthology of Social Studies: Issues and Strategies for Elementary Teachers* (Vancouver, BC: Pacific Educational Press, 2012) et *The Anthology of Social Studies: Issues and Strategies for Secondary Teachers* (2008).

[24] Pour d'autres discussions récentes des programmes d'histoire au Canada, voir: Penney Clark, Ruth Sandwell, et Stéphane Lévesque, "Dialogue Across Chasms: History and History Education in Canada," dans *Studying History Teaching - Experiences and Impulses of the Discourse Around the Innovation. History Education International* Series, éds., Elisabeth Erdmann et W. Hasberg (Schwalbach/Ts: Wochenschau Verlag, sous presse) et Penney Clark, "Introduction," dans *New Possibilities for the Past: Shaping History Education in Canada*, éd., Penney Clark (Vancouver, BC: UBC Press, 2011): 1-30.

[25] Voir www.thenhier.ca.